

Endettement

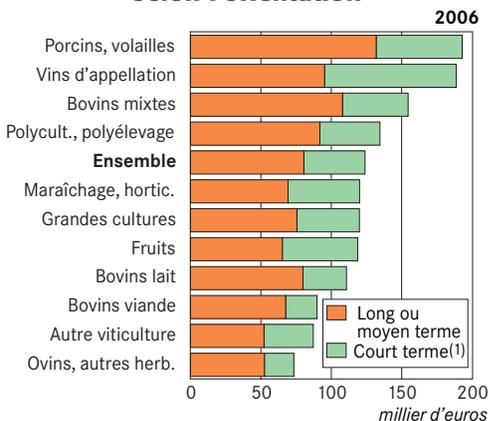
En 2006, l'endettement moyen des exploitations professionnelles s'élève à 124 100 euros. Les emprunts à long ou moyen terme représentent un peu moins de 65% de l'endettement total.

L'endettement moyen a augmenté assez fortement à la fin des années quatre-vingt, puis plus lentement après 1990, notamment en ce qui concerne le long ou moyen terme. Hors inflation, il a augmenté de 2% entre 2005 et 2006.

L'endettement des exploitations est très dispersé. Il est inférieur à 20 000 euros pour 17 % d'entre elles tandis que pour 24 % il dépasse les 170 000 euros. L'endettement est très lié à la dimension économique. Ainsi les grandes et très grandes exploitations (de 150 équivalent-hectare-blé et plus), qui ne représentent que 22 % de l'effectif total, concentrent à elles seules 48 % de l'endettement. Les exploitations spécialisées dans le hors-sol nécessitent de lourds investissements et sont les plus endettées. En 2006, leur endettement moyen atteint 193 000 euros, soit plus du double de celui des élevages d'ovins et d'autres herbivores.

D'autres facteurs peuvent aussi expliquer l'endettement. Ainsi un jeune chef d'exploitation doit faire face à d'importantes dépenses lors de son installation, ce qui le contraint à emprunter. Ceci se traduit par un endettement à long ou moyen terme plus de deux fois plus élevé, chez les exploitants de moins de 35 ans que ceux de plus de 55 ans (114 100 euros contre 55 100).

Endettement moyen par exploitation selon l'orientation

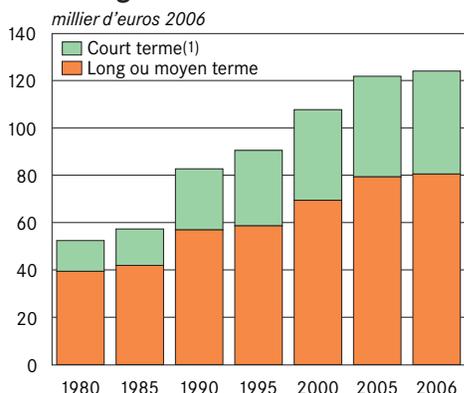


(1) Y compris crédit fournisseur.

Champ : exploitations professionnelles.

Source : Agreste - Rica.

Endettement moyen, long terme et court terme



(1) Y compris crédit fournisseur.

Champ : exploitations professionnelles.

Source : Agreste - Rica.

Endettement des exploitations selon la classe de dimension économique

Classe d'endettement	Répartition des exploitations				Répartition de l'endettement total			
	Dimension des exploitations(1)				Dimension des exploitations(1)			
	Petite	Moyenne	Grande	Total	Petite	Moyenne	Grande	Total
			%	€		%	€	
Moins de 20 000 euros	1	15		17	1		1	
20 000 à 50 000 euros	€	17	1	18	€	5	€	5
50 000 à 80 000 euros	€	13	1	15	€	7	€	7
80 000 à 110 000 euros	€	9	2	11	€	7	2	9
110 000 à 140 000 euros	€	7	2	9	€	7	2	9
140 000 à 170 000 euros	€	4	2	6	€	5	3	8
170 000 euros et plus	€	10	14	24	€	19	41	61
Total	3	75	22	100	1	51	48	100

(1) La dimension économique (voir glossaire « MBS ») s'exprime en surface équivalente de blé. Petite dimension : entre 12 et 24 ha ; dimension moyenne : entre 24 et 150 ha ; grande dimension : 150 ha et plus.

Champ : exploitations professionnelles.

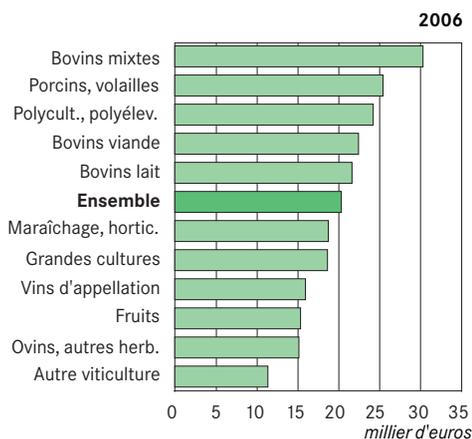
Source : Agreste - Rica.

Endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif) des exploitations professionnelles s'élève en 2006 à 37 %. Le poids de l'endettement (frais financiers et remboursements d'emprunts rapportés à l'excédent brut d'exploitation) diminue nettement par rapport à 2005 et s'établit à 37 %. Ce ratio est très sensible aux performances économiques de l'année. Il diminue fortement dans les orientations dont les résultats sont bons, en particulier en arboriculture fruitière, avec une baisse de plus de 24 points entre 2005 et 2006. Globalement, la situation dans la plupart des orientations s'améliore, le secteur de la viticulture d'appellation et du maraîchage font néanmoins exception.

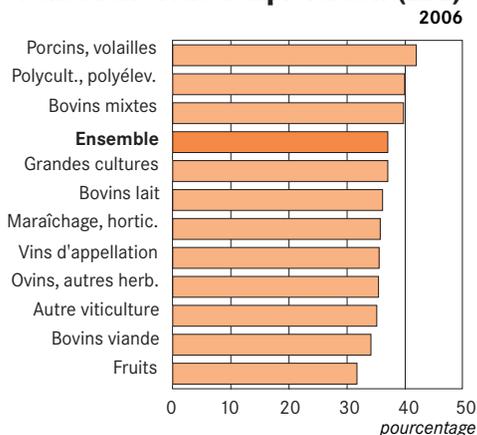
Les prélèvements privés, qui servent à assurer les besoins de l'exploitant et de sa famille ainsi qu'à s'acquitter des charges sociales, s'élèvent en 2006 à 31 600 euros en moyenne par exploitation, soit 22 000 euros par unité de travail non salariée. Les investissements hors foncier s'élèvent à 20 400 euros en moyenne par exploitation en 2006. Cette moyenne recouvre toutefois des disparités entre orientations : de 11 400 euros pour les producteurs en viticulture ordinaire, jusqu'à 30 400 euros pour les éleveurs de bovins mixtes. Les investissements hors foncier incluent la variation du stock des animaux reproducteurs, qui atteint 3 000 euros en bovins mixtes.

Investissement moyen par orientation



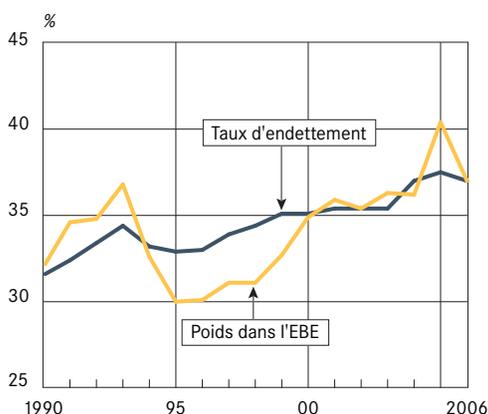
Investissement corporel hors foncier.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation (EBE)



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Évolution de l'endettement



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Données financières

	1990	1995	2000	2006
<i>millier d'euros par exploitation en valeur 2006</i>				
Capacité d'autofinancement	42,2	49,9	51,0	57,1
Prélèvements privés	27,9	28,8	32,4	31,6
Autofinancement	14,3	21,2	18,6	25,5
Remboursement en capital LMT ⁽¹⁾	9,6	11,0	14,4	18,2
Autofinancement net de remboursement LMT ⁽¹⁾	4,6	10,2	4,2	7,3
Investissement corporel hors foncier	13,6	15,7	18,1	20,4

(1) LMT : long ou moyen terme. Autres définitions : voir glossaire.
Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

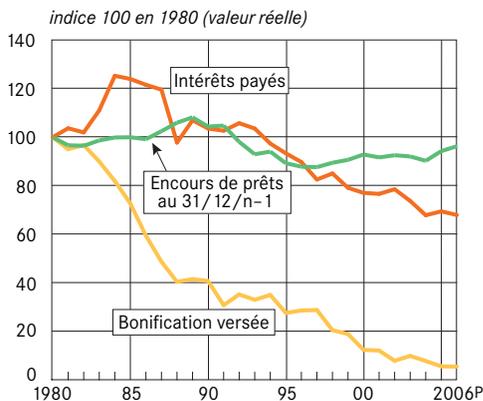
Financement

En 2007, les intérêts versés par la branche agriculture progresseraient de 2,6 % après plusieurs années de stabilité. Les encours en fin d'année 2006 ont poursuivi leur progression. Mais à l'inverse des années 2005 et 2006, le taux d'intérêt moyen apparent a progressé en 2007. Les prises en charge par le fonds d'allègement des charges financières sont faibles depuis 2003 (7 millions d'euros en 2007), après les importantes mesures d'aide à la trésorerie des éleveurs prises en 2000 et 2001.

La valeur des intérêts a baissé de 34 % en termes réels entre 1990 et 2006, sous l'effet des mesures d'allègement des charges financières et de la baisse des encours jusqu'en 1997. Après un doublement en valeur courante entre 1980 et 1990, le montant des encours de prêts à l'agriculture s'est réduit jusqu'en 1995. La tendance s'est réorientée à la hausse depuis 1999, notamment avec l'importance des prêts calamités accordés en 2003 et 2004. En termes réels, le montant des encours en fin d'année 2005 était inférieur de 4 % à celui de 1980.

La bonification d'intérêts versée par l'État continue de diminuer avec la poursuite de la réduction des taux d'intérêt et un moindre recours aux prêts bonifiés. Ceux-ci ne représentent plus qu'environ 10 % des réalisations de prêts à l'agriculture. L'essentiel des prêts bonifiés à l'agriculture est constitué par les prêts à l'installation qui représentent 61 % du total en 2006, contre 30 % en 1980.

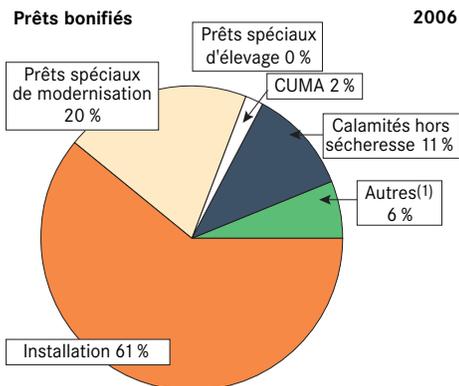
Encours de prêts et charge financière de l'agriculture



	1990	2000	2006P
	<i>million d'euros</i>		
Charge financière totale	2 683,7	2 059,7	1 930,9
Intérêts payés	2 058,7	1 759,0	1 744,1
Allègement de frais financiers	124,9	77,8	7,0
Bonification versée	625,0	222,9	179,8

Sources : MAP - DAFL, Insee.

Prêts à l'agriculture (réalisations annuelles)



	1980	2004	2006
	<i>million d'euros</i>		
Prêts bonifiés	2 444	1 454	802
Prêts spéciaux de modernisation	277	442	159
Prêts d'installation	752	267	491
Prêts spéciaux d'élevage	160	47	1
Prêts aux CUMA	...	32	13
Prêts productions végétales spécialisées	0	2	1
Calamités	67	563	87
Autres(2)	287	101	50
Autres prêts (hors logement)	1 342	6 266	...
Total	3 786	7 720	...

(1) Prêts aux productions végétales spécialisées, foncier, consolidation, allongement, prêts exceptionnels.

(2) Foncier, consolidation, allongement, prêts exceptionnels.

Sources : MAP - DAFL, Cnasea.

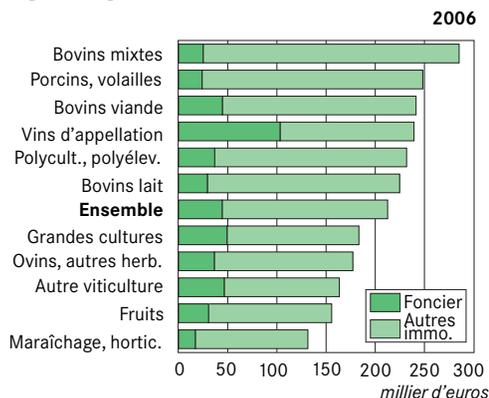
Capital

L'actif des exploitations agricoles professionnelles en 2006 s'élève en moyenne à 335 400 euros par exploitation. Il est composé pour un peu moins des deux tiers d'immobilisations (principalement les terres, les bâtiments, le matériel et les animaux reproducteurs), pour 22 % de stocks (qui comprennent entre autres les animaux non reproducteurs), et pour le reste (15 %) de créances à court terme sur des tiers et de disponibilités (trésorerie).

Une partie des stocks n'est pas réalisable rapidement : animaux jeunes, vin en cours de vieillissement. La structure de l'actif est donc exigeante en financement durable. Les capitaux propres représentent 63 % du passif. Les dettes financières (principalement des emprunts à long ou moyen terme) complètent les ressources durables et représentent 27 % du passif. Les bâtiments et installations d'exploitation sont le poste le plus important de l'actif immobilisé, en moyenne 56 200 euros. La part des terres dans les immobilisations a beaucoup régressé (21 % en 2006, 34 % en 1990). Malgré une récente remontée, le prix des terres retrouve à peine son niveau de 1990 en valeur réelle, tandis que la surface moyenne en faire-valoir direct continue à reculer.

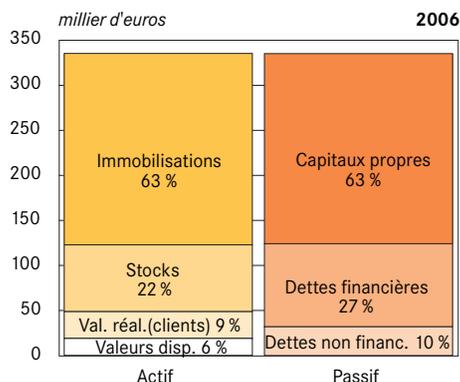
Au total, pour l'ensemble de l'agriculture professionnelle, les actifs sont évalués en 2006 à 203 milliards d'euros. Sont incluses toutes les terres utilisées, quel que soit leur mode de faire-valoir. La valeur des terres en fermage est estimée à 87 milliards d'euros.

Immobilisations moyennes par exploitation selon l'orientation



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Bilan moyen de l'exploitation professionnelle agricole



Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Bilan financier de l'agriculture professionnelle

	1990	2006
	milliard d'euros 2006	
Total actif	205,8	202,8
Foncier agricole, plantations (y c. aménagements) ⁽¹⁾	105,4	104,8
Bâtiments et installations	16,4	19,5
Matériel	23,8	20,8
Cheptel total	24,3	18,6
Autres immobilisations	2,4	2,8
Stocks	19,3	19,4
Valeurs réalisables et disponibles	14,2	16,9
Total passif	205,8	202,8
Capitaux propres des exploitants	94,4	73,1
Capitaux des bailleurs fonciers	67,6	86,7
Dettes financières	34,2	32,0
Dettes non financières (ex : fournisseurs, tiers)	9,5	11,1

(1) Dans le bilan financier de l'agriculture, l'ensemble de la SAU a été valorisé quel que soit le mode de faire-valoir alors que dans le bilan moyen par exploitation, la valeur des terrains agricoles ne concerne que les terres en propriété inscrites à l'actif.

Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.

Capital moyen immobilisé par exploitation

	1990	%	2006	%
	millier d'euros 2006		millier d'euros 2006	
Terres agricoles en propriété (y c. aménagements)	62,6	34	43,9	21
Bâtiments et installations d'exploitation	31,4	17	56,2	26
Matériel	41,1	22	52,8	25
Plantations	8,7	5	8,2	4
Animaux reproducteurs	29,2	16	35,8	17
Autres immobilisations corporelles et incorporelles	10,1	6	15,7	7
Immobilisations totales	183,1	100	212,6	100

Champ : exploitations professionnelles.
Source : Agreste - Rica.